

Les fausses habiletés de Sarkozy

jeudi 2 août 2007, par [HUSSON Michel](#) (Date de rédaction antérieure : 1er août 2007).

Le « paquet fiscal » de Sarkozy, son cadeau de bienvenue, pose deux questions : quelle gestion de la lutte des classes, et quelles relations avec les autres bourgeoisies européennes ? Cette terminologie que d'aucuns jugeront archaïques est pourtant appropriée. La loi TEPA (travail, emploi et pouvoir d'achat) marque en effet une offensive de classe sans complexe qui organise un transfert de grande ampleur en faveur des couches sociales les plus favorisées. Certes, cette loi semble marier la carpe et le lapin : bouclier fiscal et baisse des droits de succession pour les plus riches, crédit d'impôt sur les emprunts pour les « classes moyennes » et défiscalisation des heures supplémentaires pour une fraction (d'ampleur d'ailleurs indéterminée) du salariat.

A court terme, cela peut faire une majorité. Mais ce court terme ne durera que jusqu'au prochain budget, puisqu'il faudra bien financer une partie au moins de ces largesses. Or, tous les moyens envisageables pour le faire vont frapper une autre majorité. Avec la TVA sociale, les consommateurs vont voir les prix augmenter, car il y a peu de chances que le gouvernement réussisse à convaincre les entreprises de ne pas profiter de l'aubaine en la répercutant dans leurs prix. Les fonctionnaires vont se trouver coincés entre le marteau des réductions d'effectifs et l'enclume des heures supplémentaires impossibles à payer. Les bénéficiaires d'heures supplémentaires vont peu à peu découvrir que la contrepartie est une moindre progression du salaire de base, et les salariés qui n'auront pas eu la possibilité de profiter de la manne seront légèrement aigris. Et tout le monde ou presque pâtira d'une nouvelle dégradation des services publics et de la Sécurité sociale.

A moyen terme, le programme de Sarkozy, une fois lancé, est une machine infernale, dont toutes les pièces s'imbriquent les unes dans les autres : nouvelle « réforme » des retraites, nouvelle « maîtrise » des dépenses de santé, nouvelle réduction des moyens des services publics, nouveau contrat de travail. On voit bien alors que la base sociale du sarkozysme est destinée à se rétrécir comme peau de chagrin. Si la majorité de la population réalise qu'elle paie les cadeaux aux riches, les oeillères risquent de tomber assez vite.

Tel est le dilemme de Sarkozy. S'il cherche à faire passer l'intégralité de son programme, il fabrique

mécaniquement une compréhension du contenu de sa politique. S'il y renonce, il perd son crédit politique fondé sur l'idée de rupture. Ce ne sont pas quelques Besson ou Hirsch de plus qui suffiront à résoudre cette équation. D'où la nécessité d'une certaine distance à l'égard de l'orthodoxie européenne. D'un côté, on donne un coup de pouce à Angela Merkel pour faire passer son traité simplifié, mais, de l'autre, on reporte aux calendes grecques le retour à l'équilibre budgétaire et on institue une TVA sociale. Cette mesure - très peu coopérative - vise à reporter sur les autres pays la charge d'un certain laxisme budgétaire. Là encore, la voie est étroite car les rodomontades du gouvernement français sur la Banque centrale et sa non-gestion de l'euro sont un pur simulacre dans la mesure où il n'a ni l'envie ni les moyens de s'affranchir durablement du carcan libéral européen.

La reprise économique pourrait desserrer cette contradiction en donnant des marges de manœuvre budgétaires. Mais il faut compter aussi avec la médiocrité du personnel politique : gaffes de Fillon, inconsistance de Besson, souverainisme insultant de Guaino (« *Le problème de l'Afrique, c'est de cesser de toujours répéter, de toujours ressasser* » fait-il dire à Sarkozy à Dakar). Il suffit de lire les articles de Godet qui ont inspiré la réforme des heures supplémentaires ou encore le discours de Lagarde à l'Assemblée [\[1\]](#) pour découvrir que la cohérence idéologique de Sarkozy est de faible intensité. Pour la ministre de l'Economie, par exemple, « *il ne sert à rien de se chamailler quand il est l'heure de travailler* ». On est donc assez loin de Gramsci. L'habileté supposée de Sarkozy ne tiendra pas la distance, et les astuces style « plan Alzheimer pour justifier les franchises » n'auront qu'un temps. La politique de Sarkozy est donc condamnée à ressouder le camp du travail et fissurer celui du capital. Mais tout dépendra des luttes sociales qu'il trouvera sur son chemin. Et ce n'est pas une clause de style.

* *Ecrit pour la revue Regards de septembre 2007.*

La première gorgée d'oseille

C'est aux premières mesures prises par un gouvernement qu'on peut juger de ses orientations. Celles de Sarkozy sont d'une absolue limpidité : réduction des droits de succession, allègement des droits de donation, détaxation des heures supplémentaires, réduction de l'impôt sur la fortune, baisse du bouclier fiscal, déduction des intérêts d'emprunts. Aucune de ces mesures ne va vraiment

profiter à « ceux qui se lèvent tôt ». C'est évident pour le bouclier fiscal et l'ISF, qui ne concerne que les 450 000 ménages les plus aisés. Même chose pour les successions et donations, puisque les abattements existants font que 80 % des successions sont déjà libres de droits. Quant aux intérêts d'emprunt, ils auront pour effet principal de soutenir les prix du marché de l'immobilier menacé de retournement.

Reste la détaxation des heures supplémentaires qui va surtout profiter aux patrons en leur permettant

de « blanchir » à bon compte des heures supplémentaires non déclarées ou de réduire leur coût du travail plutôt que d'embaucher. Ils seront encouragés à geler les salaires : après tout, ceux qui veulent gagner plus n'ont qu'à travailler plus. Tout cela va coûter très cher sous forme de manque à gagner pour les dépenses publiques. Le site debat2007.fr initié par l'Institut de l'entreprise - que l'on

ne peut soupçonner d'anti-sarkozysme primaire - l'évalue à 15,6 milliards d'euros : 4,6 pour les heures supplémentaires, 2 pour les déduction d'intérêts, 5 pour les droits de succession et 4 pour le bouclier fiscal et l'ISF.

Tous comptes faits, on pourrait s'en tenir là et constater que Sarkozy applique le programme mis en chanson par Maurice Chevalier : *« Du fric, du blé, de l'oseille, de la braise, des picajons, du flouze ou bien du pèze, ap'lez ça comme vous voulez moi j'm'en fous, pourvu qu'en aie toujours plein les poches »*. Mais un économiste ne se laissant pas si facilement distraire, il faut en venir à la question du déficit budgétaire qui va être creusé d'autant. Sarkozy a déclaré qu'on verrait plus tard (dans cinq ans) quand la croissance serait revenue. Un keynésien de base se serait-il subrepticement introduit à l'Elysée ? Non, parce qu'il y a déficit et déficit, et l'exemple de Bush aurait dû suffire pour le comprendre. Ce n'est pas la même chose de faire des cadeaux aux riches ou de financer des logements sociaux. Avec Sarkozy, c'est très clair, d'autant plus que les riches ne touchent pas seulement le jackpot des baisses d'impôts mais aussi le bonus des nouvelles émissions de bons du Trésor auxquels ils s'empresseront de souscrire au lieu de relancer la consommation.

Sarkozy se paie en outre le luxe de faire un pied de nez aux règles du Pacte de stabilité européen.

Les « vrais Européens », de Bayrou à la Commission, commencent à faire la grimace. Et là aussi, cela fait réfléchir sur une certaine manière de critiquer l'Europe libérale au nom de la souveraineté nationale, comme si les politiques réactionnaires étaient imposées par le Pacte de stabilité et l'indépendance de la Banque Centrale Européenne. On a sous les yeux une bourgeoisie nationale qui décide d'enfreindre certaines règles, pour mener à sa manière une politique de classe décidée.

Il s'agit probablement d'une stratégie en deux temps. On commence par filer du fric aux riches et, comme la conjoncture semble favorable, on pourra dire qu'on a ainsi relancé l'économie. Puis, dans quelques mois, on redécouvrira le déficit et en tirera argument pour freiner d'autres dépenses. Et si cela ne suffit pas, on instituera une TVA sociale pour éponger le déficit, comme l'a permis la hausse de la TVA en Allemagne. On aura donc réussi cette prouesse : faire payer par les salariés les cadeaux aux riches, à coup de nouveaux impôts et de coupes sombres dans les services publics et les retraites. Ce que le nouveau gouvernement met en place n'est donc rien d'autre qu'une vaste opération de siphonage en faveur des possédants.

La brutalité sans précédent de cette politique peut cependant ouvrir une dialectique positive. Il faut marquer à la culotte le gouvernement, afin de démontrer le contenu anti-social de ses mesures et dévoiler ainsi la véritable nature du sarkozysme. Mais il faut aussi, dans le même temps, pointer la pusillanimité de cette vieille gauche qui pense encore que croissance et relance budgétaire sont les deux mamelles de la Nation. Telle est la double tâche qu'il faut entreprendre pour pouvoir, enfin, poser politiquement la question-clé, celle de la répartition des richesses.

* *Ecrit pour la revue Regards de juillet-août 2007.*

Notes

[1] Documents disponibles sur le portailOUPS : <http://sarkoups.free.fr>